



# ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

## Souveraineté en matière d'intelligence artificielle

Question au Gouvernement n° 374

### Texte de la question

#### SOUVERAINETÉ EN MATIÈRE D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

**Mme la présidente** . La parole est à M. Aurélien Lopez-Liguori.

**M. Aurélien Lopez-Liguori** . Madame la secrétaire d'État chargée de l'intelligence artificielle et du numérique, pendant qu'Elon Musk propose d'acheter ChatGPT pour 100 milliards de dollars, Macron...

**M. Sylvain Maillard** . Emmanuel Macron ! Soyez respectueux !

**M. Aurélien Lopez-Liguori** . ...fait la manche au Grand Palais pour soutirer 109 milliards d'euros aux Émiriens et aux Canadiens. Le défi de l'IA est vertigineux. Comment la Macronie propose-t-elle de le relever ? En se mettant entre les mains d'États étrangers !

Du fait des progrès de l'IA, nous connaissons un moment de rupture technologique. Or une rupture technologique requiert une rupture politique. Vous pensez que seule la création de valeur compte, avec n'importe quel pays et l'argent de n'importe qui. Au long des dix dernières années, vous l'avez montré en laissant entrer le loup dans la bergerie, au détriment de nos intérêts stratégiques.

**M. Sylvain Maillard** . Je soupçonne que cette question a été écrite par ChatGPT !

**M. Aurélien Lopez-Liguori** . Ainsi, depuis 2014, 1 571 entreprises françaises ont été rachetées par des Américains : Exxelia, Sqreen, Alsid, Sentryo... L'État n'a pas levé le petit doigt pour les sauver.

À l'inverse, Marine Le Pen et le Rassemblement national incarnent cette rupture capable de faire de la France une puissance de l'IA. Cela passe par la création d'un fonds souverain, semblable à ceux dont la Norvège ou les États-Unis se sont dotés, pour diriger l'épargne des Français vers les secteurs où nous en avons le plus besoin.

Cela exige aussi de privilégier les entreprises françaises et européennes dans la commande publique. Fini le « en même temps » macroniste, qui prétend promouvoir le patriotisme économique tout en vendant nos données de santé à Microsoft !

Il faut enfin en finir avec cette prison réglementaire dans laquelle vous avez jeté nos entreprises : les entreprises françaises stratégiques doivent pouvoir déroger au RGPD et à l'AI Act !

Il est minuit moins le quart !

**M. Sylvain Maillard** . C'est faux !

**M. Erwan Balanant** . Il est quinze heures trois !

**M. Aurélien Lopez-Liguori** . Nous avons la chance en France de disposer des fleurons, des talents, des formations idoines. Mais l'heure tourne ! Si vous persistez à appliquer les mêmes recettes, votre politique nous mènera droit dans le mur. À quand une rupture, avant qu'il ne soit trop tard ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

**Mme la présidente** . La parole est à M. le ministre chargé de l'industrie et de l'énergie.

**M. Marc Ferracci**, *ministre chargé de l'industrie et de l'énergie* . Je vous prie d'excuser ma collègue Clara Chappaz, retenue précisément au Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle, qui constitue une source de satisfaction car il rencontre un succès attesté par la présence de nombreux chefs d'État, entreprises et scientifiques. La qualité des débats qu'il abrite témoigne de l'intérêt qu'il suscite dans l'opinion publique et auprès de l'ensemble des acteurs internationaux.

Nous pouvons en être fiers, tout comme nous pouvons l'être des très belles annonces dont ce sommet a été le théâtre : 109 milliards d'euros d'investissement, qui se déverseront sur nos territoires, permettant la création d'emplois et la construction de notre souveraineté et de notre indépendance dans le domaine de l'intelligence artificielle, en mettant des sites clefs en main à la disposition des entreprises qui investissent, notamment dans les infrastructures.

Les atouts de la France en matière d'intelligence artificielle attirent les investissements : disponibilité du foncier, hyperconnectivité – qui est en particulier le fruit des dépenses importantes consenties dans le cadre de l'application du plan France très haut débit – et décarbonation de l'énergie, qui nous autorise à proposer des tarifs électriques compétitifs à celles et ceux qui veulent installer en France des infrastructures dédiées à l'IA.

De tout cela, nous devons être fiers. Nous ne devons pas nous flageller. En matière d'intelligence artificielle, nous devons développer nos capacités et créer un véritable modèle français et européen. Ce sommet nous permettra de le faire. Il y va de notre indépendance, de notre souveraineté et de l'appropriation de l'intelligence artificielle par tous nos concitoyens et les entreprises – car il s'agit d'un facteur d'augmentation de la productivité. (*M. Philippe Vigier applaudit.*)

## Données clés

**Auteur** : [M. Aurélien Lopez-Liguori](#)

**Circonscription** : Hérault (7<sup>e</sup> circonscription) - Rassemblement National

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 374

**Rubrique** : Numérique

**Ministère interrogé** : Industrie et énergie

**Ministère attributaire** : Industrie et énergie

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 12 février 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 12 février 2025